

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION ORDINAIRE DE 1951-1952.

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

A

Abandon de poste. — Voir : ADMINISTRATIONS PUBLIQUES.

Accidents du travail. — Voir : ASSURANCES SOCIALES.

Accidents du travail. — Voir : AFFAIRES ETRANGERES.

Actions et obligations (registre). — Voir : DROIT COMMERCIAL.

Administrations publiques.

Projet de loi suspendant, en faveur des membres du personnel administratif et enseignant, dont l'inaptitude physique résulte de faits de guerre, l'application de l'arrêté royal du 18 juillet 1933, concernant leur mise en disponibilité.

S. 1951-1952, n° 89 : Rapport de M. Hanquet.

ABANDON DE POSTE.

Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires prononcées pendant l'occupation ennemie du chef d'abandon de poste à charge des membres du personnel des provinces, des communes, des établissements publics subordonnés aux communes, des Commissions d'assistance publique, des écoles adoptées et des écoles adoptables et aux effets des interruptions de service pour abandon de poste sur la rémunération de ces agents et du personnel enseignant des écoles adoptées et adoptables.

S. 1951-1952, n° 291 : Rapport de M. Leysen.

LANGUES.

Projet de loi modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative.

S. 1951-1952, n° 322 : Exposé des motifs et projet de loi.
— n° 374 : Amendement de M. Leynen.

TRAITEMENTS.

Proposition de loi concernant les rémunérations du personnel des provinces, des communes, des administrations subordonnées aux provinces et aux communes et des associations de communes.

S. 1951-1952, n° 9 : Proposition de M. Allard.

Adoption. — Voir : NATIONALITE.

Affaires Etrangères.

Projet de loi portant approbation de l'Accord commercial entre l'Union économique Belgo-Luxembourgeoise et les Etats-Unis Mexicains, signé à Bruxelles, le 16 septembre 1950.

S. 1951-1952, n° 76 : Rapport de M. Schot.

ACCIDENTS DU TRAVAIL.

Projet de loi portant approbation de la Convention internationale (n° 32) concernant la protection contre les accidents des travailleurs occupés au chargement et au déchargement des bateaux, adoptée à Genève, le 27 avril 1932, par la Conférence internationale du Travail, au cours de sa 16^e session.

S. 1951-1952, n° 307 : Rapport de M. Debousse.

AVIATION.

Projet de loi portant approbation de l'Accord entre la Belgique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, relatif aux services aériens entre leurs territoires respectifs et au delà, signé à Londres, le 8 mai 1951.

S. 1951-1952, n° 225 : Exposé des motifs et projet de loi.
— n° 306 : Rapport de M. De Winter.

BENELUX.

Projet de loi portant approbation de l'Accord de Pré-Union entre l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise et le Royaume des Pays-Bas et des Annexes, signés à Luxembourg, le 15 octobre 1949.

S. 1951-1952, n° 69 : Rapport de M. Leynen.

CHARBONNAGES.

Projet de loi portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas, portant fixation d'une limite d'exploitation pour les charbonnages situés le long de la Meuse, de part et d'autre de la frontière et l'Annexe, signés à Bruxelles, le 23 octobre 1950.

S. 1951-1952, n° 94 : Exposé des motifs et projet de loi.
— n° 174 : Rapport de M. Leynen.

Affaires Etrangères (suite).**DECES***(Personnes disparues).*

Projet de loi portant approbation de la Convention concernant la déclaration de décès de personnes disparues et de l'Acte final, signés à Lake Success, le 6 avril 1950.

S. 1951-1952, n° 226 : Exposé des motifs et projet de loi.

GUERRE.

Projet de loi portant approbation des Actes internationaux suivants :

- a) Convention internationale pour l'amélioration du sort des blessés et malades, dans les forces armées en campagne et Annexes, signées à Genève, le 12 août 1949;
- b) Convention internationale pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer et Annexe, signées à Genève, le 12 août 1949;
- c) Convention internationale relative au traitement des prisonniers de guerre et Annexes, signées à Genève, le 12 août 1949;
- d) Convention internationale relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre et Annexes, signées à Genève, le 12 août 1949.

S. 1951-1952, n° 436 : Rapport de M. Dehousse.

IMPOTS.

Projet de loi portant approbation des Actes internationaux suivants :

- 1° Convention portant création d'un Conseil de coopération douanière et Annexe, signées à Bruxelles, le 15 décembre 1950;
- 2° Protocole relatif au groupe d'études pour l'Union douanière européenne, signé à Bruxelles, le 15 décembre 1950.

S. 1951-1952, n° 139 : Exposé des motifs et projet de loi.
— n° 368 : Rapport de M. Schot.

Projet de loi portant approbation de la Convention sur la valeur en douane des marchandises et des trois Annexes, signées à Bruxelles, le 15 décembre 1950.

S. 1951-1952, n° 227 : Exposé des motifs et projet de loi.
— n° 367 : Rapport de M. Schot.

PACTE ATLANTIQUE.

Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la Grèce et de la Turquie, signé à Londres, le 17 octobre 1951.

S. 1951-1952, n° 92 : Exposé des motifs et projet de loi.
— n° 104 : Rapport de M. Leynen.

Projet de loi portant approbation de la Convention entre les Etats-Parties au Traité de l'Atlantique Nord sur le statut de leurs forces et de l'Annexe, signées à Londres, le 19 juin 1951.

S. 1951-1952, n° 95 : Exposé des motifs et projet de loi (+ Erratum).
— n° 462 : Rapport du Baron Nothomb.

Affaires Etrangères (suite).**PLAN SCHUMAN.**

Projet de loi portant approbation du Traité instituant la Communauté Européenne du charbon et de l'acier, des Annexes I, II et III, du Protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du Protocole sur le statut de la Cour de justice, du Protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la Convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris, le 18 avril 1951.

S. 1951-1952, n° 84 : Rapport de M. Duviolsart + Annexe.
— n° 90 : Rapport complémentaire du Comte d'Aspremont Lynden.
— n° 93 : Amendements de MM. De Grootte et consorts.
— n° 107 : Déclaration adoptée par le Sénat.

PRIVILEGES ET IMMUNITES.

Projet de loi portant approbation de la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées adoptée à New-York le 21 novembre 1947, par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations-Unies, au cours de sa deuxième session.

S. 1951-1952, n° 473 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

SECURITE SOCIALE.

Projet de loi portant approbation de la Convention entre la Belgique, la France et l'Italie, tendant à étendre et à coordonner l'application aux ressortissants des trois pays des législations belge et française sur la sécurité sociale et de la législation italienne sur les assurances sociales et les prestations familiales, signée à Paris, le 19 janvier 1951.

S. 1951-1952, n° 512 : Exposé des motifs et projet de loi.

SEPULTURES MILITAIRES.

Projet de loi portant approbation de l'Accord entre la Belgique et le Commonwealth britannique, sur les sépultures militaires, signé à Bruxelles, le 20 juillet 1951.

S. 1951-1952, n° 223 : Exposé des motifs et projet de loi.
— n° 304 : Rapport de M. Mazereel.

STAGIAIRES.

Projet de loi portant approbation de la Convention concernant les stagiaires et de l'annexe, signées à Bruxelles, le 17 avril 1950.

S. 1951-1952, n° 175 : Rapport de M. Dehousse.

TRAITE DE PAIX.*Japon.*

Projet de loi portant approbation du Traité de paix avec le Japon, du Protocole joint à ce Traité de paix et des Déclarations, signés à San Francisco, le 8 septembre 1951.

S. 1951-1952, n° 364 : Rapport du Comte d'Aspremont Lynden.

Affaires Etrangères (suite).**TRAVAIL.**

Projet de loi portant approbation de la Convention internationale (n° 88) concernant l'organisation du service de l'emploi, adoptée à San Francisco, le 9 juillet 1948, par l'Organisation internationale du Travail, au cours de sa trente et unième session.

S. 1951-1952, n° 224 : Exposé des motifs et projet de loi.
— n° 435 : Rapport de M. Dehousse.

TRAVAIL.*Droit d'organisation et de négociation.*

Projet de loi portant approbation de la Convention internationale (n° 98) concernant l'application des principes du droit d'organisation et de négociation collective, adoptée à Genève, le 1^{er} juillet 1949, par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail, au cours de sa trente-deuxième session.

S. 1951-1952, n° 331 : Exposé des motifs et projet de loi.

Agriculture.**INSTITUT NATIONAL DE CREDIT AGRICOLE.**

Projet de loi modifiant l'arrêté royal du 30 septembre 1937 relatif à la création d'un Institut national de crédit agricole.

S. 1951-1952, n° 318 : Rapport de M. Adam.

PRETS AGRICOLES.

Projet de loi complétant la loi du 13 avril 1884 sur les prêts agricoles.

S. 1951-1952, n° 419 : Rapport de M. Mullie.

REMEMBREMENT DES BIENS RURAUX.

Proposition de loi tendant à encourager le remembrement des immeubles ruraux par voie d'échanges.

Nouveau titre :

Proposition de loi modifiant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, en vue d'encourager les échanges d'immeubles ruraux non bâtis.

S. 1951-1952, n° 88 : Proposition de M. Adam.
— n° 173 : Amendements de M. Adam et consorts.
— n° 184 : Rapport de M. Servais (L.) + Erratum.

Aidants dans l'agriculture — Voir : TRAVAIL : Allocations familiales.

Alimentation.**VIANDE.**

Projet de loi relatif à l'expertise et au commerce des viandes.

S. 1951-1952, n° 339 : Rapport de M. Mullie.

Allocations compensatoires. — Voir : TRAVAIL.

Allocations familiales. — Voir : TRAVAIL.

Amendes pénales. — Voir : DROIT PENAL.

Amodiation des concessions de mines. — Voir : MINES.

Anciens combattants. — Voir : PENSIONS.

Archives. — Voir : ARTS, SCIENCES ET LETTRES.

Armée.**CONTINGENT.**

Projet de loi fixant pour l'année 1952 le contingent de l'armée et les effectifs de la garde territoriale antiaérienne.

S. 1951-1952, n° 70 : Rapport de M. Flamme.

ECOLE MILITAIRE.

Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} juillet 1948 relative au statut et aux rétributions du personnel enseignant civil de l'Ecole Royale Militaire.

S. 1951-1952, n° 102 : Exposé des motifs et projet de loi
— n° 251 : Rapport de M. Mazereel.

MILICE.

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service.

S. 1951-1952, n° 498 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
— n° 509 : Rapport de M. Baert.

Proposition de loi tendant à modifier l'article 33 de la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service du 15 juin 1951.

S. 1951-1952, n° 519 : Proposition de M. Baert.

O. R. A. F.

Projet de loi prorogeant l'existence de l'Office de renseignements et d'aide aux familles des militaires.

S. 1951-1952, n° 133 : Exposé des motifs et projet de loi.
— n° 250 : Rapport du Baron Nothomb.

POSITION ET AVANCEMENT DES OFFICIERS.

Projet de loi modifiant les lois sur la position et l'avancement des officiers et les lois sur le statut des sous-officiers de carrière.

S. 1951-1952, n° 524 : Exposé des motifs et projet de loi.

PROCEDURE PENALE MILITAIRE.

Projet de loi contenant le Titre I^{er} du Code de procédure pénale militaire.

S. 1951-1952, n° 240 : Exposé des motifs et projet de loi.

Armée (suite).

SERVICE SOCIAL.

Projet de loi créant le Service social de l'armée.

- S. 1951-1952, n° 18 : Exposé des motifs et projet de loi.
— n° 208 : Amendements du Gouvernement.

Art de guérir.

CUMUL MEDICO-PHARMACEUTIQUE.

Projet de loi relatif au cumul médico-pharmaceutique.

- S. 1951-1952, n° 264 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
— n° 308 : Amendements de M. Uselding.
— n° 327 : Amendement du Gouvernement.
— n° 345 : Rapport de M. Lagae.
— n° 349 : Amendement de M. Uselding.
— n° 350 : Sous-amendement de M. De Boodt à l'amendement de la Commission.
— n° 356 : Amendements de M. Moulin.
— n° 377 : Sous-amendement de M. Sobry à l'amendement de la Commission.
— n° 379 : Amendement subsidiaire de M. Adam.

MEDECINS VETERINAIRES.

Projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 1950 créant l'Ordre des médecins vétérinaires.

- S. 1951-1952, n° 415 : Rapport de M. Sobry.

PHARMACIENS.

Proposition de loi modifiant la loi du 19 mai 1949 créant l'Ordre des pharmaciens.

- S. 1951-1952, n° 75 : Proposition de M. Verbert.

Arts, Sciences et Lettres.

ARCHIVES.

Proposition de loi relative aux archives.

- S. 1951-1952, n° 282 : Proposition de M. Rolland.
— n° 530 : Rapport du Baron Nothomb.

Assurances maritimes. — Voir : GUERRE : Dommages de guerre.

Assurances sociales.

ACCIDENTS DU TRAVAIL.

Proposition de loi majorant les allocations complémentaires à certaines catégories de victimes d'accidents du travail.

- S. 1951-1952, n° 11 : Proposition de M. Troclet.

Proposition de loi visant à réparer les accidents du travail survenant aux personnes exposées au risque professionnel sans être dans les liens d'un contrat de louage de services.

- S. 1951-1952, n° 23 : Proposition de M. Troclet.

Assurances sociales (suite).

Proposition de loi visant les réformes institutionnelles à apporter dans le régime des accidents du travail.

- S. 1951-1952, n° 160 : Proposition de M. Troclet.

MALADIES PROFESSIONNELLES.

Proposition de loi visant à accorder aux bénéficiaires de la législation sur les maladies professionnelles des avantages équivalents à ceux qui sont accordés en vertu de la loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

- S. 1951-1952, n° 12 : Proposition de M. Troclet.

Projet de loi modifiant la loi du 24 juillet 1927 relative à la réparation des dommages causés par les maladies professionnelles.

- S. 1951-1952, n° 78 : Exposé des motifs et projet de loi.

PENSIONS DE VIEILLESSE.

Proposition de loi tendant à relever, à titre transitoire, la pension de vieillesse des anciens agriculteurs, commerçants, travailleurs indépendants et, en général, toutes les catégories d'assurés libres (modifiant et complétant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1^{er} juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951).

- S. 1951-1952, n° 161 : Proposition de M. Troclet.

REGIME DE RETRAITE.

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 25 février 1947, coordonnant et modifiant les lois sur le régime de retraite des ouvriers mineurs et assimilés.

- S. 1951-1952, n° 34 : Rapport de M. Van Laerhoven.
— n° 56 : Amendements de M. Glineur au texte amendé par la Commission.
— n° 61 : Amendement de MM. Moulin et Verbert au texte de la Commission.

SECURITE SOCIALE.

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des employés dans le cadre des arrêtés réglant la Sécurité sociale.

- S. 1951-1952, n° 14 : Proposition de M. Warnant.

VIEILLESSE ET DECES PREMATURE.

Proposition de loi modifiant et complétant l'article 4 de la loi du 30 décembre 1950, relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré.

- S. 1951-1952, n° 52 : Proposition de M. Delmotte.

Assurances sociales (suite).**VIEILLESSE ET DÉCÈS PRÉMATURÉ.**

Proposition de loi améliorant la situation des personnes appartenant à la catégorie dite « petits rentiers de la Caisse de Retraite » en assimilant à l'effort de prévoyance exigé par les lois coordonnées relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré celui qui a été réalisé avant le 1^{er} janvier 1926 ou continué depuis cette date en dehors du cadre de ces lois.

S. 1951-1952, n° 477 : Proposition de M. Léon-Eli Troclet.

Avancement des officiers. — Voir : ARMÉE.

Aveugles.

Projet de loi relatif à la protection de la canne blanche.

S. 1951-1952, n° 324 : Rapport de Mme Vandervelde.

Aviation.**RÉGIE DES VOIES AÉRIENNES.**

Projet de loi relatif au budget de la Régie des Voies Aériennes pour l'exercice 1950.

S. 1951-1952, n° 200 : Rapport de M. Uselding.

Projet de loi relatif au budget de la Régie des Voies Aériennes pour l'exercice 1951.

S. 1951-1952, n° 201 : Rapport de M. Uselding.

S.A.B.E.N.A.

Projet de loi relatif aux emprunts à émettre par la Société anonyme belge d'exploitation de la navigation aérienne.

S. 1951-1952, n° 332 : Exposé des motifs et projet de loi.
— n° 378 : Rapport du Comte de la Barre d'Erquennes.

Aviation. — Voir aussi : AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

B

Bail à ferme. — Voir : DROIT CIVIL.

Banque d'émission. — Voir : OCCUPATION ALLEMANDE.

Bases militaires d'Afrique. — Voir : COLONIES.

Bateliers. — Voir : LOIS ELECTORALES.

Baux à loyer. — Voir : DROIT CIVIL.

Baux commerciaux. — Voir aussi : DROIT CIVIL : BAUX A LOYER.

Baux commerciaux. — Voir : DROIT CIVIL : FONDS DE COMMERCE.

Baux emphytéotiques. — Voir : DROIT CIVIL.

Bénéfices exceptionnels. — Voir : IMPOTS.

Benelux. — Voir : AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Billets de banque. — Voir : FINANCES.

Budgets.**Budgets (Exercice 1940).****REGLEMENT DEFINITIF. — EXERCICE 1940.**

Projet de loi contenant le règlement définitif du budget de l'exercice 1940.

S. 1951-1952, n° 197 : Rapport de M. Clynmans.

Budgets (Exercice 1952).**AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET CLASSES MOYENNES.**

Budget du Ministère des Affaires Économiques et des Classes Moyennes pour l'exercice 1952.

S. 1951-1952, n° 5-XIV : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— n° 298 : Rapport de M. De Smet (P.).

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE EXTÉRIEUR.

Budget du Ministère des Affaires Étrangères et du Commerce Extérieur pour l'exercice 1952.

S. 1951-1952, n° 5-IX : Projet du Gouvernement et tableaux.

— n° 7 : Rapport du Comte d'Aspremont Lynden.

— n° 22 : Amendement de M. Flamme et consorts.

AGRICULTURE.

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1952.

S. 1951-1952, n° 5-XIII : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— n° 144 : Rapport de M. Sobry.

— n° 186 : Amendements de MM. Boulanger et Taillard.

COLONIES.

Budget du Ministère des Colonies pour l'exercice 1952.

S. 1951-1952, n° 5-XII : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— n° 255 : Rapport de M. Estienne.

Budgets (Exercice 1952) (suite).**COMMUNICATIONS.**

Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1952.

- S. 1951-1952, n° 5-XV : Projet du Gouvernement et tableaux (+ Errata + Annexe).
- n° 111 : Amendements de M. Pontus.
 - n° 129 : Amendement de MM. Delpont et Devriendt.
 - n° 141 : Amendement de MM. Vandermeulen et Van Belle.
 - n° 143 : Amendement de M. Pontus.
 - n° 204 : Rapport du Comte de la Barre d'Erquelines, MM. Delpont, Uselding et Van den Storme.
 - n° 229 : Amendement du Baron de Dorlodot.
 - n° 230 : Amendement de MM. Vandermeulen et Van Belle.
 - n° 231 : Amendement de M. Pontus.

DEFENSE NATIONALE.

Budget du Ministère de la Défense Nationale pour l'exercice 1952.

- S. 1951-1952, n° 5-X : Projet du Gouvernement et tableaux.
- n° 80 : Rapport de M. Baert.
 - n° 123 : Amendement de M. Van Remoortel (+ Erratum).
 - n° 128 : Amendements de M. Dautrepoint et consorts.
 - n° 145 : Amendements du Gouvernement.
 - n° 155 : Amendements de M. Flamme et consorts.
 - n° 164 : Amendement de Mme Vandervelde et consorts.

DETTE PUBLIQUE.

Budget de la Dette Publique pour l'exercice 1952.

- S. 1951-1952, n° 5-II : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
- n° 170 : Rapport de M. Schot.

DOTATIONS.

Projet de loi contenant le budget des Dotations pour l'exercice 1952.

- S. 1951-1952, n° 5-IV : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
- n° 488 : Rapport de M. L. Servais.

FINANCES.

Budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1952.

- S. 1951-1952, n° 5-XXI : Projet du Gouvernement et tableaux.
- n° 29 : Rapport de M. Ronse.

Budgets (Exercice 1952) (suite).**GENDARMERIE.**

Budget du Corps de la Gendarmerie pour l'exercice 1952.

- S. 1951-1952, n° 5-XI : Projet du Gouvernement et tableaux.
- n° 6 : Rapport de M. Devriendt.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

Budget du Ministère de l'Instruction Publique pour l'exercice 1952.

- S. 1951-1952, n° 5-XIX : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
- n° 146 : Rapport de M. Leynen.
 - n° 156 : Amendement de M. Crommen et consorts.
 - n° 163 : Amendements de M. Glineur et consorts.
 - n° 166 : Amendement de M. De Stobbeleur et consorts.

INTERIEUR.

Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1952.

- S. 1951-1952, n° 5-VIII : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
- n° 268 : Amendements de M. Allard et consorts.
 - n° 289 : Rapport de M. De Man.
 - n° 303 : Amendements de M. Allard et consorts.

JUSTICE.

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1952.

- S. 1951-1952, n° 5-VII : Projet du Gouvernement et tableaux (+ Erratum).
- n° 85 : Rapport de M. Van Hemelrijck.

NON-VALEURS ET REMBOURSEMENTS.

Budget des Non-Valeurs et des Remboursements pour l'exercice 1952.

- S. 1951-1952, n° 5-V : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
- n° 183 : Rapport de M. Van Laeys.

PENSIONS.

Budget des Pensions pour l'exercice 1952.

- S. 1951-1952, n° 5-III : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
- n° 209 : Rapport de M. Adam.

PREMIER MINISTRE.

Budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1952.

- S. 1951-1952, n° 5-VI : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
- n° 100 : Rapport de M. Ronse.

Budgets (Exercice 1952) (suite).**RECETTES ET DEPENSES EXTRAORDINAIRES.**

Budget des Recettes et des Dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952.

- S. 1951-1952, n° 5-XXII : Projet du Gouvernement et tableaux.
- n° 86 : Amendement du Gouvernement.
 - n° 112 : Amendements de M. Van Belle et consorts.
 - n° 124 : Amendement de M. Ronse et consorts.
 - n° 125 : Amendement de M. Mazereel et consorts.
 - n° 127 : Amendements du Gouvernement.
 - n° 153 : Amendements du Gouvernement.
 - n° 167 : Amendement de M. Moulin.
 - n° 180 : Amendements de M. Sobry.
 - n° 198 : Amendement de M. Ronse et consorts.
 - n° 199 : Amendement de M. Bouilly.
 - n° 203 : Amendements du Gouvernement.
 - n° 213 : Rapport de M. Van Buggenhout.
 - n° 215 : Amendement de M. Bouilly.
 - n° 216 : Amendement de M. Ronse et consorts.
 - n° 217 : Amendement de M. Moulin.
 - n° 218 : Amendement de M. Mazereel et consorts.
 - n° 219 : Amendements de M. Van Belle et consorts.
 - n° 235 : Amendements du Gouvernement.
 - n° 236 : Amendements de M. Sobry.
 - n° 237 : Amendement de M. Bouilly.
 - n° 238 : Amendement de M. Ronse et consorts.
 - n° 239 : Amendement de M. Van den Storme et consorts.
 - n° 245 : Amendements et sous-amendements de M. Rolin et consorts.

RECETTES ET DEPENSES POUR ORDRE.

Budget des Recettes et des Dépenses pour ordre pour l'exercice 1952.

- S. 1951-1952, n° 5-XXIII : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
- n° 302 : Rapport de M. Van Loenhout.

RECONSTRUCTION.

Budget du Ministère de la Reconstruction pour l'exercice 1952.

- S. 1951-1952, n° 5-XVII : Projet du Gouvernement et tableaux.
- n° 188 : Rapport de M. Custers.
 - n° 192 : Amendement de M. Godin.
 - n° 221 : Amendement du Baron de Dorslodot.

SANTE PUBLIQUE ET FAMILLE.

Budget du Ministère de la Santé Publique et de la Famille pour l'exercice 1952.

- S. 1951-1952, n° 5-XX : Projet du Gouvernement et tableaux.
- n° 42 : Amendement du Gouvernement.
 - n° 79 : Rapport de M. Van Hemelrijck.
 - n° 83 : Amendements de M. Glineur.
 - n° 113 : Amendement du Gouvernement.
 - n° 121 : Amendements du Gouvernement.

Budgets (Exercice 1952) (suite).**TRAVAIL ET PREVOYANCE SOCIALE.**

Budget du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale pour l'exercice 1952.

- S. 1951-1952, n° 5-XVIII : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
- n° 162 : Amendements de M. Remson et consorts.
 - n° 269 : Rapport de M. Servais (L.).
 - n° 273 : Amendements de M. Remson et consorts.
 - n° 284 : Amendements de M. Troclet et consorts.

TRAVAUX PUBLICS.

Budget du Ministère des Travaux Publics pour l'exercice 1952.

- S. 1951-1952, n° 5-XVI : Projet du Gouvernement et tableaux.
- n° 158 : Amendements du Gouvernement.
 - n° 214 : Rapport de M. Van den Storme.

VOIES ET MOYENS.

Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1952.

- S. 1951-1952, n° 5-I : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
- n° 66 : Rapport de M. (P.) De Smet (+ annexe).

Bureau International du Travail (B.I.T.). — Voir : AFFAIRES ETRANGERES.

C**Caisse Générale de Retraite.**

Proposition de loi majorant certaines rentes acquises à la Caisse Générale de Retraite.

- S. 1951-1952, n° 74 : Proposition de M. Delmotte.

Projet de loi modifiant la loi du 16 mars 1865 qui institue une Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

- S. 1951-1952, n° 233 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
- n° 440 : Rapport de M. L. Servais.

Camping. — Voir : HYGIENE ET SANTE.

Canne blanche. — Voir : AVEUGLES.

Cassation. — Voir : PROCEDURE CIVILE.

Chambres Législatives. — Sénat.

LISTES.

- S. 1951-1952, n° 1 : Liste alphabétique des membres du Sénat.
 — n° 2 : Liste des membres du Sénat et de leurs suppléants.
 — n° 3 : Liste des projets de loi dont le Sénat est saisi.
 — n° 4 : Liste des Commissions permanentes.

PETITIONS.

- S. 1951-1952, n° 77 : Feuilleton n° 1. — Pétitions sur lesquelles la Commission a statué.
 — n° 119 : Feuilleton n° 2. — Pétitions sur lesquelles la Commission a statué.
 — n° 297 : Feuilleton n° 3. — Pétitions sur lesquelles la Commission a statué.

Charbon. — Voir : COMMERCE ET INDUSTRIE.

Charbon et acier. — Voir : AFFAIRES ETRANGERES (PLAN SCHUMAN).

Charbonnages. — Voir : AFFAIRES ETRANGERES.

Chemins de fer. — Voir : TRANSPORTS.

Cheque postal. — Voir : DROIT COMMERCIAL.

Chevron de captivité. — Voir : GUERRE.

Cinémas. — Voir : ENFANCE.

Code civil du travail. — Voir : TRAVAIL.

Code civil du travail (art. 92 disjoint.) — Voir : TRAVAIL.

Code de procédure pénale militaire. — Voir : ARMEE.

Code électoral. — Voir : LOIS ELECTORALES.

Code pénal. — Voir : DROIT PENAL.

Colonies.**BUDGETS COLONIAUX 1948-1949-1950. — CREDITS SUPPLEMENTAIRES.**

Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi se rapportant aux exercices 1948, 1949 et 1950.

S. 1951-1952, n° 355 : Rapport de M. Edg. De Bruyne.

BUDGETS COLONIAUX 1950. — CREDITS SUPPLEMENTAIRES.

Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 30 octobre 1951 ordonnant des virements de crédits et ouvrant des crédits supplémentaires au budget des Dépenses ordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1950.

S. 1951-1952, n° 354 : Rapport de M. Edg. De Bruyne.

Colonies (suite).

Projet de loi ouvrant des crédits supplémentaires et autorisant des virements de crédits au budget des Dépenses ordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1950.

S. 1951-1952, n° 353 : Rapport de M. Edg. De Bruyne.

OFFICE D'EXPLOITATION DES TRANSPORTS COLONIAUX.

Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux.

S. 1951-1952, n° 311 : Projet réamendé par la Chambre des Représentants.

— n° 369 : Amendements de M. Buisseret.

— n° 398 : Rapport de M. Van Eyndonck.

— n° 406 : Amendements de M. Buisseret.

PLAN DECENNAL.

Projet de loi autorisant le Ministre des Colonies à exécuter sur ressources extraordinaires, un plan décennal pour le développement économique du Congo Belge.

S. 1951-1952, n° 193 : Rapport de M. Van Remoortel.

PROCEDURE PENALE MILITAIRE.

Projet de loi organisant, en ce qui concerne les bases métropolitaines d'Afrique, la poursuite et la répression des infractions et modifiant certaines dispositions du Titre II du Code de procédure pénale militaire.

S. 1951-1952, n° 134 : Exposé des motifs et projet de loi.

TRANSPORTS.

Projet de loi relatif au régime fiscal des actions émises en échange de celles de la Société des chemins de fer de Léopoldville-Katanga-Dilolo (LEOKADI) par suite de sa fusion avec la Compagnie du chemin de fer du Katanga (C.F.K.).

S. 1951-1952, n° 484 : Rapport de M. Nihoul.

Commerce de viandes. — Voir : ALIMENTATION : Viandes.**Commerce et Industrie.**

Proposition de loi tendant à libérer le commerce de la concurrence déloyale que constituent les systèmes de vente du genre dit « à la boule de neige ».

S. 1951-1952, n° 486 : Proposition de M. Troclet.

Proposition de loi tendant à déterminer le statut des voyageurs et représentants de commerce.

S. 1951-1952, n° 131 : Proposition de M. Troclet.

Proposition de loi tendant à déterminer le statut des représentants et des voyageurs de commerce.

S. 1951-1952, n° 352 : Proposition de M. Warnant.

Commerce et Industrie (suite).**CHARBON.**

Proposition de loi relative au problème charbonnier.

- S. 1951-1952, n° 99 : Proposition de M. De Grootte.
 — n° 285 : Amendements de M. De Grootte.
 — n° 371 : Rapport de M. De Winter.

Projet de loi régularisant le système de péréquation de certains frais, instauré dans l'industrie et le commerce du charbon.

- S. 1951-1952, n° 515 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

COMMERCE DE DETAIL.

Proposition de loi portant protection de la petite entreprise commerciale.

- S. 1951-1952, n° 426 : Proposition de M. Clynmans et consorts.

Proposition de loi tendant à réglementer le commerce de détail.

- S. 1951-1952, n° 439 : Proposition de M. Clynmans et consorts.

COMMERCE EXTERIEUR.

Projet de loi portant ratification de certains arrêtés du Régent pris en vertu de la loi du 30 juin 1931, modifiée par celle du 30 juillet 1934, relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises.

- S. 1951-1952, n° 36 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
 — n° 329 : Rapport de M. De Winter.

CONSEIL NATIONAL DE LA COOPERATION.

Projet de loi portant institution d'un Conseil National de la Coopération.

- S. 1951-1952, n° 24 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

CREDIT PROFESSIONNEL.

Projet de loi portant élévation de la limite des engagements de la Caisse Nationale de Crédit professionnel.

Nouveau titre :

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 23 décembre 1946 relatif au crédit de l'outillage artisanal, au crédit professionnel et aux classes moyennes et portant transformation de la Caisse centrale du petit crédit professionnel en une Caisse Nationale de Crédit professionnel.

- S. 1951-1952, n° 152 : Amendements du Gouvernement.
 — n° 176 : Rapport de M. Slegten.

Commerce et Industrie (suite).**INSTITUT DE REESCOMPTE ET DE GARANTIE.**

Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un « Institut de réescompte et de garantie ».

- S. 1951-1952, n° 194 : Rapport de M. De Smet (P.).

ORGANISATION DE L'ECONOMIE.

Projet de loi modifiant la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie.

- S. 1951-1952, n° 232 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

REVISEURS D'ENTREPRISES.

Projet de loi créant un Ordre des réviseurs d'entreprises.

- S. 1951-1952, n° 25 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
 — n° 370 : Amendements de MM. Desmet (L.) et Goossens.
 — n° 373 : Amendements de M. Maurice Servais et consorts.
 — n° 412 : Amendements de M. Buisseret.
 — n° 513 : Rapport de M. Van Hemelrijck.

VENTES DE SOLDES.

Proposition de loi réglementant les ventes de soldes.

- S. 1951-1952, n° 344 : Proposition de M. Buisseret.

Commissions mixtes. — Voir : ENSEIGNEMENT.

Communauté Européenne du charbon et de l'acier. —
Voir : AFFAIRES ETRANGERES : Plan Schuman.

Communes.**LOI COMMUNALE.**

Projet de loi tendant à modifier l'article 76 de la loi communale du 30 mars 1836.

- S. 1951-1952, n° 497 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

TERRITOIRE DES COMMUNES.

Projet de loi modifiant les limites territoriales de la ville de Bouillon et de la commune de Sensenruth.

- S. 1951-1952, n° 416 : Rapport de M. Allard.

Projet de loi portant annexion de la commune de Linchet à la commune de Modave.

- S. 1951-1952, n° 461 : Exposé des motifs et projet de loi.
 — n° 469 : Rapport de M. Allard.

Projet de loi portant rattachement du hameau de Neuville, commune de La Gleize, à la commune de Francorchamps.

- S. 1951-1952, n° 441 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
 — n° 464 : Rapport de M. Allard.

Communes (suite).

TERRITOIRE DES COMMUNES (suite).

Projet de loi portant annexion de la commune de Neuville-sous-Huy à la commune de Tihange.

S. 1951-1952, n° 394 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— n° 443 : Rapport de M. Allard.

Projet de loi portant rattachement de la commune d'Oeudeghien à l'arrondissement administratif d'Ath.

S. 1951-1952, n° 401 : Rapport de M. De Man.

Projet de loi portant annexion de la commune de Vissoul à la commune d'Oteppe.

S. 1951-1952, n° 460 : Exposé des motifs et projet de loi.

— n° 468 : Rapport de M. Allard.

Comptabilité de l'Etat. — Voir : FINANCES.

Condamnation conditionnelle. — Voir : DROIT PENAL.

Congé payé. — Voir : TRAVAIL : Vacances.

Congo (emprunt). — Voir : FINANCES : Dette publique et emprunt.

Conseil de coopération douanière. — Voir : AFFAIRES ETRANGERES : Impôts.

Conseil de l'Europe (relations avec Communauté charbon-acier). — Voir : AFFAIRES ETRANGERES : Plan Schuman.

Conseil de Sécurité des Nations Unies. — Voir : GUERRE : Sécurité Internationale.

Conseil d'Etat. — Voir : DROIT PUBLIC.

Conseil National de la coopération. — Voir : COMMERCE ET INDUSTRIE.

Conseil National du Travail. — Voir : TRAVAIL.

Conseils provinciaux. — Voir : PROVINCES : Loi provinciale.

Conseil supérieur de l'enseignement technique. — Voir : ENSEIGNEMENT : Enseignement technique.

Contingent. — Voir : ARMEE.

Contrat de louage du travail. — Voir : TRAVAIL.

Contrat d'emploi. — Voir : TRAVAIL.

Contrat de travail. — Voir : TRAVAIL.

Contrats à long terme. — Voir : DROIT CIVIL.

Conventions. — Voir : AFFAIRES ETRANGERES.

Coopération (Conseil National de la). — Voir : COMMERCE ET INDUSTRIE.

Cour de cassation. — Voir : ORGANISATION JUDICIAIRE.

Cour de Justice. — Voir : AFFAIRES ETRANGERES : Plan Schuman.

Crédit professionnel. — Voir : COMMERCE ET INDUSTRIE.

Crédits agricoles. — Voir : AGRICULTURE.

Crédits supplémentaires. — Voir : COLONIES : Budgets coloniaux.

Crédits supplémentaires. — Voir : FINANCES : Comptabilité de l'Etat.

Crédits supplémentaires (Colonies). — Voir : COLONIES.

Croix de guerre. — Voir : GUERRE : Distinctions honorifiques.

Cumul médico-pharmaceutique. — Voir : ART DE GUERIR.

D

Débts de boissons. — Voir : IMPOTS : IMPOTS DIRECTS.

Décès de personnes disparues. — Voir : AFFAIRES ETRANGERES.

Déchéance de nationalité. — Voir : NATIONALITE.

Dégâts miniers. — Voir : MINES.

Dentistes. — Voir : ENSEIGNEMENT : Enseignement supérieur.

Déportés. — Voir : GUERRE.

Déportés (Allocations familiales). — Voir : TRAVAIL : ALLOCATIONS FAMILIALES.

Détention préventive. — Voir : DROIT PENAL.

Dette publique et emprunts. — Voir : FINANCES.

Distinctions honorifiques. — Voir : GUERRE.

Domaines. — Voir : FINANCES.

Domages de guerre. — Voir : GUERRE.

Domages-Intérêts (remise). — Voir : DROIT PENAL : Sûreté de l'Etat.

Douane.

Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 5 mars 1951 modifiant la loi du 6 août 1849 sur le transit.

S. 1951-1952, n° 320 : Rapport de M. Mullie.

Douane. — Voir : AFFAIRES ETRANGERES : IMPOTS.

Douanes et Accises. — Voir : IMPOTS.

Droguiste. — Voir : PROFESSIONS.

Droit civil.**BAIL A FERME.**

Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels du 30 mai 1945 et du 30 novembre 1946.

S. 1951-1952, n° 314 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

- n° 343 : Amendement de M. Van Laeys.
- n° 389 : Rapport de M. R. Desmedt.
- n° 391 : Amendements de M. Van Laeys et consorts au texte de la Commission.
- n° 411 : Amendements de M. Van Laeys.
- n° 423 : Amendement de MM. Hanquet et Verbaet au texte de la Commission.
- n° 425 : Amendements de M. Coulonvaux.
- n° 432 : Amendement de M. Van Laeys.
- n° 434 : Amendement de M. Petit.
- n° 444 : Amendements de MM. Ancot et Nihoul.
- n° 446 : Amendement de M. Godin au texte de la Commission.
- n° 447 : Sous-amendement de M. Petit.

BAUX A LOYER.

Projet de loi étendant le champ d'application de la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiée et complétée par la loi du 1^{er} juin 1951, à certaines catégories de baux commerciaux, portant sur des immeubles à revenus modiques.

- S. 1951-1952, n° 21 : Exposé des motifs et projet de loi
- n° 40 : Rapport de M. Ancot.
- n° 48 : Amendement du Gouvernement au texte présenté par la Commission.

Projet de loi modifiant la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer.

- S. 1951-1952, n° 53 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
- n° 57 : Amendement de M. Servais (M.).
- n° 59 : Rapport de M. Ronse.
- n° 65 : Amendement de MM. Ancot et De Winter.
- n° 71 : Amendements de M. George.

BAUX EMPHYTEOTIQUES.

Projet de loi relatif aux baux emphytéotiques.

- S. 1951-1952, n° 346 : Projet transmis par la Chambre des Représentants (+ Erratum).

Droit civil (suite).**CONTRATS A LONG TERME.**

Projet de loi relatif à certains contrats à long terme.

- S. 1951-1952, n° 347 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

FONDS DE COMMERCE.

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux, en vue de la protection du fonds de commerce.

- S. 1951-1952, n° 17 : Proposition de M. Boulanger.
- n° 117 : Rapport de M. Derbaix.

Projet de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce.

- S. 1951-1952, n° 20 : Exposé des motifs et projet de loi.
- n° 32 : Rapport de M. Derbaix.
- n° 47 : Amendement du Gouvernement au texte présenté par la Commission.

Proposition de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce.

Nouveau titre :

Projet de loi interprétant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce.

- S. 1951-1952, n° 30 : Rapport de M. Derbaix.

Proposition de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce.

- S. 1951-1952, n° 44 : Proposition de M. Clynmans.
- n° 130 : Rapport de M. Derbaix.

INALIENABILITE DES BIENS.

Proposition de loi relative à l'inaliénabilité des biens, prévue par l'article 214j du Code civil.

- S. 1951-1952, n° 338 : Rapport de M. Lagae.

PENSION ALIMENTAIRE.

Projet de loi modifiant la compétence d'attribution et la compétence territoriale en matière alimentaire.

- S. 1951-1952, n° 103 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
- n° 526 : Rapport de M. Kluyskens.

PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES.

Proposition de loi tendant à modifier l'article 19 de la loi du 16 décembre 1851 sur les privilèges et hypothèques.

- S. 1951-1952, n° 445 : Proposition de M. Ancot et consorts.

Droit civil (suite).**PUISSANCE PATERNELLE.**

Projet de loi modifiant les Chapitres I^{er} et III du Titre V du Livre I^{er} du Code civil.

S. 1951-1952, n° 234 : Projet amendé par la Chambre des Représentants.

— n° 429 : Rapport de M. Van Remoortel.

Droit commercial.**CHEQUE POSTAL.**

Projet de loi sur le chèque postal.

S. 1951-1952, n° 431 : Exposé des motifs et projet de loi.

SOCIÉTÉS COMMERCIALES.

Projet de loi relatif à la tenue d'un second registre des actions et obligations nominatives.

S. 1951-1952, n° 274 : Rapport de M. Custers.

Projet de loi modifiant les lois sur les sociétés commerciales coordonnées par l'arrêté royal du 30 novembre 1935 et complétant l'arrêté-loi du 6 octobre 1944, relatif aux titres belges et étrangers.

S. 1951-1952, n° 348 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— n° 438 : Amendement de M. Buisseret.

Projet de loi complétant l'article premier des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

S. 1951-1952, n° 521 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Projet de loi relatif à l'administration, en temps de guerre, des sociétés commerciales ou à forme commerciale.

S. 1951-1952, n° 529 : Exposé des motifs et projet de loi.

Droit d'organisation et de négociation. — Voir : AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Droits d'enregistrement. — Voir : AGRICULTURE (re-membrement des biens ruraux).

Droits d'enregistrement (naturalisations). — Voir : IMPOTS : IMPOTS INDIRECTS.

Droits de succession. — Voir : IMPOTS : IMPOTS INDIRECTS.

Droit pénal.**AMENDES PÉNALES.**

Projet de loi relatif aux décimes additionnels sur les amendes pénales.

S. 1951-1952, n° 96 : Rapport de M. Chot.

Droit pénal (suite).**CODE PÉNAL.**

Projet de loi modifiant l'article 123^{sexies} du Code pénal.

S. 1951-1952, n° 256 : Rapport de M. Ancot.

— n° 340 : Amendements de M. Vermeylen au texte de la Commission.

— n° 341 : Amendement de M. Lilar au texte de la Commission.

— n° 342 : Sous-amendement de M. Vermeylen à l'amendement de M. Lilar.

DETENTION PRÉVENTIVE.

Proposition de loi portant modification de l'article premier de la loi du 20 avril 1874 sur la détention préventive.

S. 1951-1952, n° 387 : Proposition de loi de M. Ronse.

LIBÉRATION ET CONDAMNATION CONDITIONNELLES.

Proposition de loi apportant une nouvelle modification à l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 sur la libération et la condamnation conditionnelles.

Titre corrigé :

Projet de loi modifiant l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 sur la libération et la condamnation conditionnelles.

S. 1951-1952, n° 28 : Rapport de M. Vermeylen.

SURETÉ DE L'ÉTAT.

Projet de loi autorisant le Ministre des Finances à accorder, en certains cas, remise partielle du montant des dommages-intérêts dus à l'Etat du chef d'infraction aux dispositions du Chapitre II, Titre I, Livre II, du Code pénal.

S. 1951-1952, n° 520 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Droit public.**CONSEIL D'ÉTAT.**

Projet de loi modifiant l'article 14 de la loi organique du 23 décembre 1946 portant création du Conseil d'Etat.

S. 1951-1952, n° 181 : Rapport complémentaire de M. Vermeylen.

E**Eaux et Forêts.**

Projet de loi autorisant le Roi à soumettre au régime forestier des bois et forêts, propriété des provinces.

S. 1951-1952, n° 383 : Rapport de M. Adam.

Ecole militaire. — Voir : ARMÉE.

Ecoles gardiennes. — Voir : ENSEIGNEMENT.

Elections communales. — Voir : LOIS ELECTORALES.

Emigrés.

Proposition de loi tendant à créer un statut des émigrés.

S. 1951-1952, n° 385 : Proposition de M. Buisseret.

Emprunt colonial. — Voir : FINANCES. — DETTE PUBLIQUE ET EMPRUNTS.

Emprunts. — Voir : FINANCES (DETTE PUBLIQUE ET EMPRUNTS).

Emprunts de la S.N.C.B. — Voir : TRANSPORTS : S.N.C.B.

Enfance.

CINEMAS.

Proposition de loi tendant à remplacer la loi du 1^{er} septembre 1920, interdisant l'entrée des salles de spectacle cinématographique aux mineurs âgés de moins de seize ans.

S. 1951-1952, n° 276 : Amendement du Gouvernement.

— n° 299 : Sous-amendements de M. Jaspers et consorts aux amendements du Gouvernement.

— n° 490 : Sous-amendements de Mlle Baers aux amendements du Gouvernement.

PRESERVATION MORALE.

Projet de loi sur la préservation morale de la jeunesse.

S. 1951-1952, n° 475 : Projet amendé par la Chambre des Représentants.

PROTECTION DE L'ENFANCE.

Projet de loi étendant le champ d'application de la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance.

S. 1951-1952, n° 31 : Rapport de M. Nihoul.

— n° 97 : Amendements de M. Lagae au texte présenté par la Commission.

— n° 142 : Sous-amendements de la Commission.

Enseignement.

COMMISSIONS MIXTES.

Projet de loi créant des Commissions mixtes de l'enseignement et une Commission mixte des litiges.

S. 1951-1952, n° 476 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

ECOLES GARDIENNES.

Proposition de loi concernant l'établissement d'écoles gardiennes.

S. 1951-1952, n° 177 : Proposition de M. Rolland.

Enseignement (suite).

ENSEIGNEMENT LIBRE.

Proposition de loi concernant les dépenses relatives à la construction et à l'entretien des établissements scolaires de l'enseignement libre.

S. 1951-1952, n° 82 : Proposition du Baron de Dorlodot.

ENSEIGNEMENT MOYEN.

Projet de loi modifiant les lois sur l'enseignement moyen coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949.

S. 1951-1952, n° 517 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

ENSEIGNEMENT NORMAL.

Projet de loi organique de l'enseignement normal.

S. 1951-1952, n° 305 : Exposé des motifs et projet de loi.

— n° 357 : Rapport de M. Edg. De Bruyne.

— n° 360 : Amendements de M. Crommen et consorts au texte présenté par la Commission.

— n° 361 : Amendements de M. Rolland et consorts au texte de la Commission.

— n° 362 : Amendements de M. Mazereel et consorts au texte de la Commission.

— n° 376 : Amendement de Mlle Baers au texte de la Commission.

— n° 380 : Sous-amendement du Gouvernement à l'amendement de M. Rolland et consorts.

— n° 381 : Amendement de M. Yernaux et consorts au texte de la Commission.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

Proposition de loi complétant l'article 31 de la loi organique sur l'enseignement primaire en vue de reconnaître les services rendus par les membres du personnel enseignant pendant la guerre 1940-1945.

S. 1951-1952, n° 115 : Proposition de M. Yernaux.

— n° 459 : Rapport de M. Craeybeckx.

Projet de loi modifiant l'article 31 de la loi organique de l'enseignement primaire relatif aux services admissibles pour le calcul du traitement des instituteurs.

S. 1951-1952, n° 502 : Exposé des motifs et projet de loi.

— n° 531 : Amendements de MM. Vandermeulen et Mazereel.

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR.

Dentistes.

Proposition de loi étendant l'application du régime transitoire réglementé par l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1929 pour l'obtention du diplôme de dentiste et instaurant un régime transitoire pour la pratique de la prothèse bucco-dentaire amovible.

S. 1951-1952, n° 171 : Rapport de M. Van Hemelrijck.

Enseignement (suite).**ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (suite).***Dentistes (suite).*

Proposition de loi étendant l'application du régime transitoire réglementé par l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1929 pour l'obtention du diplôme de dentiste.

- S. 1951-1952, n° 171 : Rapport de M. Van Hemelrijck.
 — n° 275 : Amendement de M. Rolin.

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE.*Conseil supérieur de l'enseignement technique.*

Projet de loi réglant l'organisation de l'enseignement technique de l'Etat et instituant un Conseil supérieur de l'enseignement technique.

- S. 1951-1952, n° 260 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
 — n° 293 : Rapport de M. Jespers.

Etrangers.

Projet de loi sur la police des étrangers.

- S. 1951-1952, n° 205 : Projet amendé par la Chambre des Représentants.
 — n° 207 : Rapport de M. Ronse.
 — n° 210 : Amendement de M. Vermeylen au texte présenté par la Commission.

Examen médical. — Voir : HYGIENE ET SANTE.

Expertise des viandes. — Voir : ALIMENTATION /VIANDE.

Exportation de marchandises. — Voir : COMMERCE ET INDUSTRIE : Commerce extérieur.

Evadés. — Voir : GUERRE.

F

Fermages. — Voir : DROIT CIVIL : Bail à ferme.

Finances.**BILLETS DE BANQUE.**

Proposition de loi relative aux billets de banque perdus ou volés.

- S. 1951-1952, n° 384 : Rapport de M. Ronse.

COMPTABILITE DE L'ETAT.

Projet de loi modifiant la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat.

- S. 1951-1952, n° 35 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
 — n° 110 : Rapport de M. Adam.

Finances (suite).**COMPTABILITÉ DE L'ÉTAT (suite).**

Projet de loi de finances pour l'exercice 1952.

- S. 1951-1952, n° 62 : Rapport de M. Van Laeys.

Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1951 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1950 et antérieurs (Feuilleton n° 1).

- S. 1951-1952, n° 109 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
 — n° 169 : Rapport de M. Clynmans.
 — n° 178 : Amendements de M. Doutrepoint et consorts.

Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1951 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1950 et antérieurs (Feuilleton n° 2).

- S. 1951-1952, n° 169 : Rapport de M. Clynmans.
 — n° 179 : Amendements de M. Doutrepoint.

Proposition de loi abolissant en faveur de certains créanciers de l'Etat, les prescriptions ou déchéances accomplies entre le 1^{er} janvier 1943 et le 31 décembre 1948, par application des articles 34 et 36 de la loi sur la comptabilité de l'Etat.

- S. 1951-1952, n° 126 : Rapport de M. Van Loenhout.
 — n° 132 : Amendement de M. Verbaet au texte amendé par la Commission.
 — n° 375 : Amendement du Gouvernement.

Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1952 et postposant la clôture d'opérations relatives à l'exercice 1951.

- S. 1951-1952, n° 195 : Rapport de M. Van Laeys.

Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires, à valoir sur les budgets de l'exercice 1952.

- S. 1951-1952, n° 317 : Rapport de M. Van Laeys.

Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1952 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1951 et antérieurs.

- S. 1951-1952, n° 485 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
 — n° 489 : Rapport de M. Clynmans + annexe.
 — n° 493 : Amendements de M. Doutrepoint.
 — n° 503 : Amendement de M. Buisseret.
 — n° 505 : Amendement de M. Harmegnies et consorts.

Projet de loi portant modification de l'article 16, n° 2, de la loi du 8 août 1925 autorisant des régularisations et des transferts et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1924 et antérieurs et à l'exercice 1925.

- S. 1951-1952, n° 454 : Rapport de M. Demarneffe.

Finances (suite).**DETTE PUBLIQUE ET EMPRUNTS.**

Projet de loi autorisant le Ministre des Finances à accorder la garantie de l'Etat Belge à l'emprunt de 40.000.000 de dollars consenti au Congo Belge par la Banque Internationale de Reconstruction et de Développement économique à Washington, à attacher à cet emprunt toutes exonérations fiscales, et à mettre à la disposition du Congo Belge la contrevaletur en francs du produit d'un emprunt de 30.000.000 de dollars consenti à l'Etat Belge par la Banque précitée.

S. 1951-1952, n° 64 : Rapport de M. Schot.

DOMAINES.

Projet de loi domaniale.

S. 1951-1952, n° 487 : Rapport de M. Van Laeys.

RESTITUTION DE L'OR MONETAIRE.

Projet de loi portant reconnaissance de la Commission tripartite pour la restitution de l'or monétaire.

S. 1951-1952, n° 396 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— n° 437 : Rapport de M. Crommen.

Finances communales. — Voir : FINANCES PROVINCIALES ET COMMUNALES.**Finances provinciales et communales. — Voir : PROVINCES : Fonds des provinces.****Fonctions judiciaires. — Voir : ORGANISATION JUDICIAIRE.****Fonds de commerce. — Voir : DROIT CIVIL.****Fonds des provinces. — Voir : PROVINCES.****Fonds des routes. — Voir : TRANSPORTS.****Fonds des voies navigables. — Voir : TRANSPORTS.****Forces armées. — Voir : AFFAIRES ETRANGERES : Pacte Atlantique.****Fournitures et prestations à l'ennemi. — Voir : IMPOTS : Bénéfices exceptionnels.****G****Gendarmerie.**

Proposition de loi fixant l'organisation et les attributions de la gendarmerie ainsi que le statut du personnel.

S. 1951-1952, n° 280 : Proposition de M. Vreven.

Greffiers surnuméraires. — Voir : ORGANISATION JUDICIAIRE : Traitements.**Guerre. — Voir : AFFAIRES ETRANGERES.****Guerre.**

Proposition de loi tendant à l'abandon par l'Etat des sommes liquidées aux personnes emprisonnées ou internées par l'ennemi ou à leurs ayants droit à la suite du dit internement.

S. 1951-1952, n° 212 : Proposition de M. Taillard.

CHEVRON DE CAPTIVITE.

Projet de loi créant le chevron de captivité pour les militaires capturés par l'ennemi au cours de la campagne 1914-1918.

S. 1951-1952, n° 261 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— n° 359 : Rapport de M. Mazereel.

— n° 372 : Amendement du Gouvernement.

DEPORTES.

Projet de loi organisant le statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 et abrogeant l'arrêté-loi du 24 décembre 1946.

S. 1951-1952, n° 137 : Amendements de M. Custers.

— n° 150 : Amendements du Gouvernement au texte de la Commission (Sénat, n° 370 — Session de 1950-1951).

— n° 151 : Amendements de M. Meunier au texte de la Commission (Sénat, n° 370 — Session de 1950-1951).

— n° 157 : Amendement de M. Pontus.

— n° 189 : Amendement de MM. Pontus et Allard.

— n° 253 : Amendements du Gouvernement au texte présenté par la Commission.

DISTINCTIONS HONORIFIQUES.

Projet de loi fixant un délai de forclusion pour l'introduction de demandes ou propositions relatives à l'octroi de la Croix de guerre.

S. 1951-1952, n° 19 : Exposé des motifs et projet de loi.

— n° 33 : Rapport de M. Godin.

DOMMAGES DE GUERRE.

Projet de loi prorogeant les effets de l'arrêté du Régent du 14 février 1946 mettant à charge de l'Etat les opérations immobilières et certains travaux relatifs à la restauration des villes et communes sinistrées.

S. 1951-1952, n° 67 : Rapport de M. Van Belle.

Projet de loi portant : a) revision des dispositions exceptionnelles de l'arrêté-loi du 27 février 1947, modifiant les arrêtés royaux des 7 et 8 août 1939 sur les assurances mutuelles maritimes contre les risques de guerre, et b) abattement sur le remboursement des primes pour assurance contre les risques ordinaires et de guerre avancées par la Régie de la Marine pour les bâtiments de pêche évacués en Grande-Bretagne pendant la guerre.

S. 1951-1952, n° 474 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— n° 478 : Rapport de M. Devriendt.

Guerre (suite).**DOMMAGES DE GUERRE (suite).**

Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés.

- S. 1951-1952, n° 257 : Projet transmis par la Chambre des Représentants (+ Erratum).
 — n° 321 : Amendements de M. Gribomont.
 — n° 397 : Rapport de M. Ronse.
 — n° 399 : Amendements de M. Gribomont et consorts.
 — n° 405 : Amendements de M. Schot.
 — n° 413 : Amendement de M. Glineur.
 — n° 424 : Amendements de M. Coulonvaux.
 — n° 448 : Amendements de M. Yernaux et consorts.
 — n° 450 : Amendement de M. Allard.

EVADES.

Proposition de loi établissant un statut des évadés de guerre.

- S. 1951-1952, n° 38 : Amendements du Gouvernement.
 — n° 49 : Rapport de M. Zurstrassen.

PENSIONS DE REPARATION.

Proposition de loi modifiant et complétant le 2^o du paragraphe 1^{er} de l'article 51 des lois sur les pensions de réparation, coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948.

- S. 1951-1952, n° 328 : Proposition de M. Cornez.

PRISONNIERS POLITIQUES.

Projet de loi interprétant et modifiant la loi du 26 février 1947 organisant le statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, modifiée par la loi du 31 mars 1949 et abrogeant l'article 23, § 1^{er}, des lois sur les pensions de réparation, coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948 et complétées par la loi du 22 décembre 1949.

- S. 1951-1952, n° 407 : Amendement de Mme Lehouck et de M. De Man.
 — n° 525 : Amendements du Gouvernement.
 — n° 527 : Amendements de M. Cornez et consorts.
 — n° 528 : Amendements du Gouvernement.

RESISTANCE.

Projet de loi relatif à la procédure en matière des statuts des résistants civils et des réfractaires, des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945, des étrangers prisonniers politiques, des prisonniers politiques et de leurs ayants droit et des résistants par la presse clandestine.

- S. 1951-1952, n° 337 : Rapport de Mme Lehouck.

Guerre (suite).**SECURITE INTERNATIONALE.**

Projet de loi portant modification à l'article 3 de la loi du 30 mai 1951 autorisant le Roi à étendre certaines dispositions applicables en temps de guerre ou de mobilisation aux membres des forces belges affectées à l'exécution des mesures décidées par le Conseil de sécurité des Nations-Unies.

- S. 1951-1952, n° 202 : Exposé des motifs et projet de loi.
 — n° 326 : Rapport de M. Moreau de Melen.

SEQUESTRES.

Proposition de loi complétant la loi du 14 juillet 1951 relative au séquestre et à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands.

- S. 1951-1952, n° 51 : Proposition de M. Godin.
 — n° 122 : Rapport de M. Adam.

Projet de loi relatif au séquestre et à la réalisation des biens, droits et intérêts des inculpés de crimes ou de délits contre la sûreté extérieure de l'Etat et des biens des suspects.

- S. 1951-1952, n° 241 : Exposé des motifs et projet de loi.

VICTIMES CIVILES.

Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918.

- S. 1951-1952, n° 301 : Exposé des motifs et projet de loi.
 — n° 427 : Rapport de M. Godin.

Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre 1940-1945.

- S. 1951-1952, n° 472 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
 — n° 483 : Rapport de M. Godin.

H

Huiles minérales. — Voir : IMPOTS : DOUANES ET ACCISES.

Huissiers. — Voir : ORGANISATION JUDICIAIRE.

Hygiène et Santé.**CAMPING.**

Projet de loi autorisant le Roi à soumettre la pratique du camping à une réglementation dans le but d'assurer en cette matière, l'hygiène, la sécurité, la tranquillité et la moralité publique.

- S. 1951-1952, n° 333 : Exposé des motifs et projet de loi (+ Erratum).

Hygiène et Santé (suite).**EXAMEN MEDICAL.**

Projet de loi soumettant les étudiants des universités de l'Etat et des établissements d'enseignement supérieur de l'Etat assimilés aux universités, à un examen médical en vue du dépistage des maladies contagieuses.

- S. 1951-1952, n° 283 : Exposé des motifs et projet de loi.
— n° 457 : Rapport de M. Vandermeulen.

Hypothèque légale. — Voir : IMPOTS : IMPOTS DIRECTS.

Hypothèques. — Voir : DROIT CIVIL : Privilèges et hypothèques.

I

Immunités. — Voir : AFFAIRES ETRANGERES : Privilèges et immunités.

Importation de marchandises. — Voir : COMMERCE ET INDUSTRIE : Commerce extérieur.

Impôts. — Voir aussi : AFFAIRES ETRANGERES.

Impôts.**BENEFICES EXCEPTIONNELS.**

Proposition de loi modifiant les lois du 15 octobre 1945 établissant un impôt spécial sur les bénéfices résultant de fournitures et de prestations à l'ennemi et celles du 16 octobre 1945 et 30 mai 1949 établissant un impôt extraordinaire sur les revenus, bénéfices et profits exceptionnels réalisés en période de guerre.

- S. 1951-1952, n° 27 : Rapport de M. Van Loenhout.
— n° 39 : Amendement de M. Buisseret au texte de la Commission.
— n° 41 : Amendements de MM. Clynmans et Buisseret au texte présenté par la Commission.

DOUANES ET ACCISES.

Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 20 juin 1951 relatif au tarif des droits d'entrée.

- S. 1951-1952, n° 315 : Rapport de M. Mullie.

Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 18 mai 1951 relatif au tarif des droits d'entrée.

- S. 1951-1952, n° 316 : Rapport de M. Mullie.

Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 20 novembre 1951 relatif au tarif des droits d'entrée.

- S. 1951-1952, n° 325 : Rapport de M. Mullie.

Projet de loi portant ratification d'un arrêté royal relatif au tarif des droits d'entrée.

- S. 1951-1952, n° 365 : Rapport de M. Mullie.

Impôts (suite).**DOUANES ET ACCISES (suite).****Huiles minérales.**

Projet de loi modifiant le régime fiscal des huiles minérales.

- S. 1951-1952, n° 310 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
— n° 382 : Rapport de M. Ronse.
— n° 420 : Amendement de M. Cornez et consorts.
— n° 422 : Amendement de M. Harmegnies et consorts.
— n° 491 : Projet réamendé par la Chambre des Représentants.
— n° 507 : Amendement de M. Harmegnies et consorts.
— n° 511 : Rapport de M. Ronse.

Tabac.

Projet de loi modifiant le régime fiscal du tabac.

- S. 1951-1952, n° 319 : Rapport de M. Mullie.

IMPOT SUR LE CAPITAL.

Proposition de loi tendant à modifier et compléter le « 2 de l'article 3 de la loi du 2 décembre 1950 modifiant les articles 4, 17 et 28 de la loi du 17 octobre 1945 établissant un impôt sur le capital.

- S. 1951-1952, n° 386 : Proposition de M. Verbaet.

IMPOTS DIRECTS.

Proposition de loi instaurant une mesure exceptionnelle en matière d'impôts directs.

- S. 1951-1952, n° 16 : Proposition de M. Doutrepont.

Projet de loi portant prorogation de l'hypothèque légale ainsi que du privilège de l'Etat en matière d'impôts directs.

- S. 1951-1952, n° 54 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
— n° 63 : Rapport de M. Van Laeys.

Projet de loi complétant la loi du 30 mai 1949 instaurant des mesures exceptionnelles et interprétatives en matière d'impôts directs.

- S. 1951-1952, n° 206 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
— n° 248 : Rapport de M. Van Laeys.

Proposition de loi modifiant l'article 18 de la loi du 8 mars 1951 relative aux impôts sur les revenus.

- S. 1951-1952, n° 330 : Proposition de M. Allewaert.

Projet de loi portant modification du second alinéa de l'article 9 de la loi du 6 septembre 1895 relative aux cotisations fiscales en matière d'impôts directs.

- S. 1951-1952, n° 514 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Impôts (suite).**IMPOTS DIRECTS (suite).***Revenus.*

Projet de loi modifiant les lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise coordonnés par les arrêtés du Régent des 15 et 16 janvier 1948.

S. 1951-1952, n° 494 : Projet amendé par la Chambre des Représentants.

Projet de loi accordant certains aménagements à la taxe professionnelle sur les bénéfices affectés à la souscription d'obligations de la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et de la Société nationale de la Petite Propriété Terrienne.

S. 1951-1952, n° 496 : Rapport de M. Servais (L.).

Surtaxe.

Projet de loi établissant une surtaxe sur la partie exceptionnelle de certains revenus de l'année 1951 ou de l'exercice clôturé dans le courant de l'année 1952.

S. 1951-1952, n° 258 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— n° 309 : Amendement de M. Buisseret.

— n° 363 : Rapport de M. Adam.

— n° 366 : Amendement de M. Buisseret au texte de la Commission.

— n° 390 : Amendements de M. Vermeylen et consorts au texte de la Commission.

— n° 400 : Amendements du Gouvernement au texte présenté par la Commission.

— n° 402 : Amendements de M. Schot au texte présenté par la Commission.

— n° 403 : Amendement de M. Buisseret.

— n° 404 : Amendement de M. Schot au texte présenté par la Commission.

— n° 410 : Amendements de M. Buisseret au texte présenté par la Commission.

IMPOTS INDIRECTS.*Débts de boissons.*

Projet de loi abrogeant partiellement la taxe d'ouverture des débits de boissons.

S. 1951-1952, n° 504 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— n° 506 : Rapport de M. Clynmans.

— n° 508 : Amendements de M. Van Steenberge.

Droits d'enregistrement.

Projet de loi modifiant l'article 239 du Code des Droits d'enregistrement en matière de naturalisation.

S. 1951-1952, n° 392 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— n° 453 : Rapport de M. Van Laeys.

Impôts (suite).**IMPOTS INDIRECTS (suite).***Droits de succession.*

Projet de loi modifiant le Code des Droits de succession, en ce qui concerne la prescription des actions en restitution.

S. 1951-1952, n° 101 : Rapport de M. Van Laeys.

Véhicules à moteur.

Proposition de loi compétant l'article 3, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 10 avril 1951 portant coordination des lois relatives à la taxe de circulation sur les véhicules automobiles.

S. 1951-1952, n° 50 : Proposition de M. Allewaert.

— n° 120 : Rapport de M. Servais (L.).

Projet de loi modifiant les lois relatives à la taxe de circulation sur les véhicules automobiles, coordonnées le 10 avril 1951.

S. 1951-1952, n° 262 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— n° 456 : Rapport de M. Van Laeys.

Inaliénabilité des biens. — Voir : DROIT CIVIL.

Indemnités. — Voir : ORGANISATION JUDICIAIRE.

Infraction contre la sûreté de l'Etat. — Voir : NATIONALE (Déchéance).

Institut de réescompte et de garantie. — Voir : COMMERCE ET INDUSTRIE.

Institut National de Crédit Agricole (I.N.C.A.). — Voir : AGRICULTURE.

Invalides de guerre. — Voir : PENSIONS.

Invalides militaires du temps de paix. — Voir : Armée : Pensions militaires.

J

Japon — Traité de Paix. — Voir : AFFAIRES ETRANGERES.

Jours fériés. — Voir : TRAVAIL.

L

Langues. — Voir : ADMINISTRATIONS PUBLIQUES.

Langues. — Voir : ORGANISATION JUDICIAIRE.

Leokadi-CFK. — Voir : COLONIES : Transports.

Libération et condamnation conditionnelles. — Voir : DROIT PENAL.

Liquidation des biens allemands. — Voir : GUERRE : Séquestres.

Listes. — Voir : CHAMBRES LEGISLATIVES — SENAT.

Listes électorales. — Voir : LOIS ELECTORALES.

Locaux scolaires. — Voir : ENSEIGNEMENT : Enseignement libre.

Loi communale. — Voir : COMMUNES.

Loi communale (art. 131-8°). — Voir : ORGANISATION JUDICIAIRE : Tribunaux de police.

Loi domaniale. — Voir : FINANCES : Domaines.

Loi provinciale. — Voir : PROVINCES.

Lois électorales.

BATELIERS.

Projet de loi modifiant, en ce qui concerne les bateliers, l'article 21 du Code électoral et l'article 6 de l'arrêté royal du 4 août 1932 coordonnant la loi électorale communale.

S. 1951-1952, n° 393 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
— n° 442 : Rapport de M. Van Steenberghe.

ELECTIONS COMMUNALES.

Proposition de loi modifiant l'article 67 de la loi électorale communale.

S. 1951-1952, n° 81 : Proposition du Baron de Dirlodot.
— n° 463 : Rapport de M. Yernaux.

Listes.

Proposition de loi relative au numérotage des listes de candidats pour les élections communales.

S. 1951-1952, n° 351 : Proposition de M. Allard.
— n° 479 : Rapport de M. Sledsens.
— n° 480 : Amendement de M. Allard et consorts

LISTES ELECTORALES.

Proposition de loi modifiant l'article 43 du Code électoral.

S. 1951-1952, n° 45 : Proposition de M. Harmegnies.
— n° 185 : Rapport de M. De Man.
— n° 243 : Amendement de M. Missiaen au texte de la Commission.

Louage du travail. — Voir : TRAVAIL.

M

Magistrats de complément. — Voir : ORGANISATION JUDICIAIRE : Personnel judiciaire.

Maladies professionnelles. — Voir : ASSURANCES SOCIALES.

Médecins-vétérinaires. — Voir : ART DE GUERIR.

Milice. — Voir : ARMEE.

Mines.

Projet de loi facilitant l'autorisation d'amodiation de parties peu importantes des concessions de mines.

S. 1951-1952, n° 98 : Exposé des motifs et projet de loi.
— n° 149 : Rapport de M. De Winter.

Projet de loi modifiant les lois sur les mines, minières et carrières, coordonnées par l'arrêté royal du 15 septembre 1919.

S. 1951-1952, n° 279 : Exposé des motifs et projet de loi.

DEGATS MINIERS.

Projet de loi modifiant la loi du 12 juillet 1939 instituant un fonds national de garantie pour la réparation des dégâts houillers.

S. 1951-1952, n° 154 : Amendements de M. Servais (L.).
— n° 190 : Rapport de M. De Winter.

Proposition de loi modifiant la loi du 12 juillet 1939 instituant un fonds national de garantie pour la réparation des dégâts houillers.

S. 1951-1952, n° 196 : Proposition de M. Servais (L.).

Mise en disponibilité. — Voir : ADMINISTRATIONS PUBLIQUES.

N

Nationalité.

Projet de loi accordant certains délais pour l'acquisition de la nationalité belge.

S. 1951-1952, n° 55 : Rapport de M. Ronse.

ADOPTION.

Projet de loi relatif aux effets de l'adoption en matière de nationalité.

S. 1951-1952, n° 242 : Exposé des motifs et projet de loi.
— n° 433 : Rapport de M. Nihoul.
— n° 482 : Sous-amendement de M. Kluyskens à l'amendement de la Commission.

DECHEANCE.

Projet de loi relatif à la déchéance de la nationalité belge du chef de condamnation par défaut pour infraction contre la sûreté extérieure de l'Etat, commise entre le 26 août 1939 et le 15 juin 1949.

S. 1951-1952, n° 147 : Exposé des motifs et projet de loi.
— n° 481 : Rapport de M. Nihoul.

Naturalisations.

Demandes de naturalisations.

- S. 1951-1952, n° 68 : Rapport de MM. le Comte de la Barre d'Erquelines, Van Eyndonck, Lilar et Mme Lambotte.
- n° 72 : Feuilletons des naturalisations. — Feuilleton n° 1.
- n° 417 : Rapport de MM. le Comte de la Barre d'Erquelines, Van Eyndonck, Lilar et Mme Lambotte.
- n° 418 : Feuilleton des naturalisations. — Feuilleton n° 1.

Naturalisations (droits d'enregistrement). — Voir : IMPOTS/IMPOTS INDIRECTS.

O**Occupation allemande.**

BANQUE D'EMISSION.

Projet de loi relatif à la liquidation de la Banque d'émission à Bruxelles.

- S. 1951-1952, n° 43 : Exposé des motifs et projet de loi.
- n° 211 : Amendement de MM. Buisseret et Vermeylen.
- n° 247 : Rapport de M. Ronse.
- n° 278 : Amendement de MM. Buisseret et Vermeylen.

Office de renseignements et d'aide aux familles des militaires. — Voir : ARMEE.

Office d'exploitation des transports coloniaux. — Voir : COLONIES.

Officiers de police. — Voir : ORGANISATION JUDICIAIRE Tribunal de police.

Ordre des médecins-vétérinaires. — Voir : ART DE GUERIR : Médecins vétérinaires.

Ordre des pharmaciens. — Voir : ART DE GUERIR.

Organisation de l'économie. — Voir : COMMERCE ET INDUSTRIE.

Organisation judiciaire.

COUR DE CASSATION.

Présentations de candidats.

- S. 1951-1952, n° 15 : Liste des candidats présentés par la Cour de Cassation, le 14 novembre 1951, pour la place de conseiller vacante à la dite Cour, à la suite du décès de M. le Conseiller Connart.
- S. 1951-1952, n° 138 : Liste des candidats présentés par la Cour de Cassation, le 7 février 1952, pour la place de conseiller vacante à la dite Cour, à la suite du décès de M. le Conseiller de Cocquéau des Mottes.

Organisation judiciaire (suite).

FONCTIONS JUDICIAIRES.

Projet de loi relatif aux magistrats autorisés à accepter une fonction judiciaire auprès d'un organisme international.

- S. 1951-1952, n° 312 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
- n° 409 : Rapport de M. Van Hemelrijck.
- n° 428 : Amendement de M. Buisseret.

HUISSIERS.

Projet de loi relatif à la tarification de certains actes des huissiers.

- S. 1951-1952, n° 191 : Rapport de M. Chot.

INDEMNITES.

Projet de loi fixant le taux des indemnités de voyage et de séjour alloués aux magistrats et greffiers.

- S. 1951-1952, n° 313 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
- n° 492 : Rapport de M. Van Hemelrijck.

LANGUES.

Proposition de loi modifiant les articles 20 et 23 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.

- S. 1951-1952, n° 228 : Proposition de M. Ronse.

Proposition de loi modifiant l'article 43 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.

- S. 1951-1952, n° 254 : Proposition de M. Rolin.

PERSONNEL JUDICIAIRE.

Projet de loi prorogeant les dispositions relatives aux places de complément des magistrats dans les Cours et tribunaux.

- S. 1951-1952, n° 37 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
- n° 58 : Rapport de M. Lagae.

Projet de loi augmentant le personnel du tribunal de première instance de Gand.

- S. 1951-1952, n° 106 : Rapport de M. Custers.

Projet de loi relatif au personnel de la Cour de cassation, des Cours d'appel, des tribunaux de première instance et des tribunaux de commerce.

- S. 1951-1952, n° 266 : Exposé des motifs et projet de loi.

Statut.

Projet de loi portant révision du statut des greffiers, de l'Ordre judiciaire et du personnel des greffes des Cours et tribunaux.

- S. 1951-1952, n° 292 : Exposé des motifs et projet de loi.

Organisation judiciaire (suite).**TRAITEMENTS.**

Proposition de loi fixant les traitements des greffiers surnuméraires.

- S. 1951-1952, n° 73 : Proposition de M. Verbaet.
— n° 165 : Rapport de M. Van Hemelrijck.

Proposition de loi relative aux traitements des membres de l'Ordre judiciaire.

- S. 1951-1952, n° 114 : Rapport de M. Van Hemelrijck.
— n° 265 : Amendements du Gouvernement au texte de la Commission.
— n° 277 : Sous-amendement de M. Dautrepoint aux amendements présentés par le Gouvernement.
— n° 288 : Avis du Conseil d'Etat sur les amendements du Gouvernement (Doc. n° 265, Session de 1951-1952).
— n° 430 : Rapport de M. Van Hemelrijck.
— n° 451 : Amendements de M. Rolin et consorts au texte de la Commission.
— n° 452 : Amendements du Gouvernement au texte de la Commission.
— n° 455 : Amendements de MM. Rolin et Van Hemelrijck au texte de la Commission.
— n° 466 : Amendements de M. Van Hemelrijck au texte de la Commission.
— n° 467 : Amendement de M. Hanquet au texte de la Commission.

Projet de loi relatif au traitement et au calcul de l'ancienneté des greffiers des Cours et tribunaux et des secrétaires des parquets.

- S. 1951-1952, n° 187 : Exposé des motifs et projet de loi.
— n° 408 : Rapport de M. Van Hemelrijck.
— n° 471 : Amendement de M. Moreau de Melen au texte de la Commission.

TRIBUNAUX DE POLICE.

Proposition de loi tendant à l'abrogation : 1° de la loi du 16 mai 1925 accordant une indemnité aux officiers de police qui remplissent les fonctions de ministère public auprès des tribunaux de simple police; 2° de la loi du 12 juin 1937 portant règlement des frais de greffe et de parquet près les tribunaux de police, chargés de desservir plusieurs cantons; 3° de l'article 131, 8° de la loi communale.

- S. 1951-1952, n° 518 : Proposition de M. Allard.

Orientation professionnelle. — Voir : PROFESSIONS.

Orientation scolaire et professionnelle. — Voir : PROFESSIONS.

Or monétaire (restitution). — Voir : FINANCES.

P

Pacte Atlantique. — Voir : AFFAIRES ETRANGERES.

Pensions.

Projet de loi relatif à la sauvegarde des droits en matière de pensions de retraite et de survie en faveur de certains titulaires de fonctions publiques.

- S. 1951-1952, n° 263 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
— n° 296 : Rapport de M. Verbert.
— n° 522 : Amendements du Gouvernement.

Proposition de loi sur l'abaissement de prise de cours de l'âge des pensions de retraite des invalides de guerre et anciens combattants occupés dans l'industrie privée ou le commerce et l'immunisation de certaines ressources pour l'octroi de la majoration de pension de vieillesse aux non-salariés.

- S. 1951-1952, n° 470 : Proposition de M. Yernaux.

PENSIONS MILITAIRES.

Projet de loi réalisant certains ajustements en matière de pensions militaires et accordant la gratuité des soins médicaux et pharmaceutiques aux invalides militaires du temps de paix.

- S. 1951-1952, n° 267 : Exposé des motifs et projet de loi.
— n° 388 : Rapport de M. Van Loenhout.

Projet de loi portant modifications aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparation.

- S. 1951-1952, n° 495 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
— n° 499 : Rapport de M. Van Loenhout.
— n° 500 : Amendements de M. Cornez et consorts.
— n° 501 : Amendements de M. Cornez et consorts.
— n° 510 : Amendement de MM. Rolin et Kluykens.
— n° 523 : Article 6 disjoint.

PEREQUATION.

Proposition de loi modifiant la loi du 14 juillet 1951 portant péréquation des pensions de retraite et de survie.

- S. 1951-1952, n° 168 : Proposition de M. Verbaet.

Pension alimentaire. — Voir : DROIT CIVIL.

Pensions. — Voir aussi : ASSURANCES SOCIALES.

Pensions de réparation. — Voir : GUERRE : Prisonniers politiques.

Pensions de retraite et de survie. — Voir : ASSURANCES SOCIALES.

Pensions de retraite et de survie. — *Voir aussi* : PENSIONS : Péréquation.

Pensions de vieillesse. — *Voir* : ASSURANCES SOCIALES.

Péréquation. — *Voir* : PENSIONS.

Personnel enseignant. — *Voir* : ENSEIGNEMENT.

Personnel judiciaire. — *Voir* : ORGANISATION JUDICIAIRE.

Personnes disparues. — *Voir* : AFFAIRES ETRANGERES.

Personnes emprisonnées ou internées par l'ennemi. — *Voir* : GUERRE.

Pétitions. — *Voir* : CHAMBRES LEGISLATIVES : Sénat.

Pharmaciens. — *Voir* : ART DE GUERIR.

Plan décennal. — *Voir* : COLONIES.

Plan Schuman. — *Voir* : AFFAIRES ETRANGERES.

Position et avancement des officiers. — *Voir* : ARMEE.

Présentation des candidats. — — **Cour de Cassation.** — *Voir* : ORGANISATION JUDICIAIRE.

Préservation morale de la jeunesse. — *Voir* : ENFANCE.

Presse clandestine. — *Voir* : GUERRE : Résistance.

Prêts agricoles. — *Voir* : AGRICULTURE.

Prisonniers politiques. — *Voir* : GUERRE : Pensions de réparation.

Prisonniers politiques. — *Voir* : GUERRE : Résistance.

Prisonniers politiques (Allocations familiales). — *Voir* : TRAVAIL.

Privilèges et hypothèques. — *Voir* : DROIT CIVIL.

Privilèges et immunités. — *Voir* : AFFAIRES ETRANGERES.

Procédure civile.

CASSATION.

Projet de loi modifiant la procédure en cassation.

S. 1951-1952, n° 323 : Rapport de M. Kluykens.

— n° 421 : Amendements du Gouvernement.

Procédure en cassation. — *Voir* : PROCEDURE CIVILE.

Procédure pénale militaire. — *Voir* : ARMEE.

Procédure pénale militaire. — *Voir* : COLONIES.

Professions.

DROGUISTES.

Proposition de loi portant protection du titre et de la profession de technicien-droguiste.

S. 1951-1952, n° 358 : Proposition de loi de M. Catteau.

ORIENTATION SCOLAIRE ET PROFESSIONNELLE.

Proposition de loi sur la protection du titre et de la profession relatifs à l'orientation et à la sélection scolaires et professionnelles.

S. 1951-1952, n° 449 : Proposition de M. Mazereel.

Protection de l'enfance. — *Voir* : ENFANCE.

Provinces.

FONDS DES PROVINCES.

Projet de loi majorant la dotation du Fonds des provinces et modifiant la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales.

S. 1951-1952, n° 395 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— n° 458 : Rapport de M. Derbaix.

— n° 465 : Amendements de M. Allard et consorts.

LOI PROVINCIALE.

Conseils provinciaux.

Projet de loi modifiant la loi provinciale.

S. 1951-1952, n° 108 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— n° 336 : Rapport de M. Sledsens.

Proposition de loi tendant à modifier l'article 49 de la loi provinciale.

S. 1951-1952, n° 148 : Rapport de M. Huart.

Puissance paternelle (Chap. I et III, Titre V, Livre I^{er} Code civil). — *Voir* : DROIT CIVIL.

R

Réescompte et garantie. — *Voir* : COMMERCE ET INDUSTRIE.

Réfractaires. — *Voir* : GUERRE : Résistance.

Réfractaires (Allocations familiales). — *Voir* : TRAVAIL.

Régie des services frigorifiques. — *Voir* : SERVICES FRIGORIFIQUES.

Régie des Voies aériennes. — *Voir* : AVIATION.

Régime de retraite des ouvriers mineurs. — *Voir* : ASSURANCES SOCIALES.

Régime fiscal du tabac. — *Voir* : IMPOTS : Douanes et Accises.

Régime forestier. — *Voir* : EAUX ET FORETS.

Régularisations. — *Voir* : FINANCES : Comptabilité de l'Etat.

Remembrement des biens ruraux. — *Voir* : AGRICULTURE.

Rentes. — *Voir* : CAISSE GENERALE DE RETRAITE.

Représentants de commerce. — *Voir* : COMMERCE ET INDUSTRIE.

Résistance. — *Voir* : GUERRE.

Résistants (Allocations familiales). — *Voir* : TRAVAIL.

Restauration des villes et communes sinistrées. — *Voir* : GUERRE : Dommages de guerre.

Revenus. — *Voir* : IMPOTS : Impôts directs.

Reviseurs d'entreprises. — *Voir* : COMMERCE ET INDUSTRIE.

Risques professionnels. — *Voir* : ASSURANCES SOCIALES.

S

Sabena (emprunt). — *Voir* : AVIATION.

Salubrité. — *Voir* : TRAVAIL.

Sanctions disciplinaires. — *Voir* : ADMINISTRATIONS PUBLIQUES : Abandon de poste.

Santé des travailleurs. — *Voir* : TRAVAIL : Salubrité.

Sécurité internationale. — *Voir* : GUERRE.

Sécurité sociale. — *Voir* : AFFAIRES ETRANGERES.

Sécurité sociale. — *Voir* : ASSURANCES SOCIALES.

Sépultures militaires. — *Voir* : AFFAIRES ETRANGERES.

Séquestres. — *Voir* : GUERRE.

Service de l'emploi. — *Voir* : AFFAIRES ETRANGERES : Travail.

Services frigorifiques.

Projet de loi relatif à l'approbation des comptes de prévision de la Régie des Services frigorifiques de l'Etat Belge pour l'exercice 1951.

S. 1951-1952, n° 290 : Rapport de M. De Winter.

Service Social de l'armée. — *Voir* : ARMEE.

Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne (obligations). — *Voir* : IMPOTS : Impôts directs.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges. — *Voir* : TRANSPORT.

Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché (obligations). — *Voir* : IMPOTS : Impôts directs.

Sociétés commerciales. — *Voir* : DROIT COMMERCIAL.

Sous-officiers de carrière. — *Voir* : ARMEE.

Stagiaires. — *Voir* : AFFAIRES ETRANGERES.

Sûreté de l'Etat. — *Voir* : DROIT PENAL.

Sûreté de l'Etat. — *Voir* : GUERRE.

Sûreté de l'Etat. — Police des Etrangers. — *Voir* : GUERRE.

Surtaxe sur les revenus. — *Voir* : IMPOTS : Impôts directs.

T

Tabac. — *Voir* : IMPOTS : Douanes et Accises.

Territoire des communes. — *Voir* : COMMUNES.

Titres. *Voir* : DROIT COMMERCIAL : Sociétés commerciales.

Traité de paix. — Japon. — *Voir* : AFFAIRES ETRANGERES.

Traitements. — *Voir* : ADMINISTRATIONS PUBLIQUES.

Traitements. — *Voir* : ARMEE.

Traitements. — *Voir* : ENSEIGNEMENT.

Traitements. — *Voir* : ORGANISATION JUDICIAIRE.

Transit de marchandises. — *Voir* : COMMERCE ET INDUSTRIE : Commerce extérieur.

Voir aussi : DOUANE.

Transports. — *Voir* : COLONIES.

Transports.

CHEMINS DE FER.

Projet de loi relatif à la reprise définitive du chemin de fer concédé de Malines-Terneuzen (partie sur territoire belge) et sur l'incorporation de ce chemin de fer dans le réseau de la Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

S. 1951-1952, n° 135 : Rapport du Comte de la Barre d'Erquennes.

Transports (suite).

FONDS DES ROUTES.

Projet de loi instituant un Fonds spécial et temporaire des routes.

- S. 1951-1952, n° 91 : Exposé des motifs et projet de loi
 --- n° 172 : Rapport de M. Leemans.
 --- n° 220 : Amendement de M. Van Hooveld et consorts.
 --- n° 246 : Amendement de M. Van Belle.
 --- n° 249 : Amendements du Gouvernement.

FONDS DES VOIES NAVIGABLES.

Proposition de loi tendant à créer un Fonds spécial et temporaire des voies navigables.

- S. 1951-1952, n° 140 : Proposition de M. Buisseret.

S. N. C. B.

Projet de loi autorisant la Société Nationale des Chemins de Fer Belges à émettre sous la garantie de l'Etat des emprunts à concurrence d'une somme de 3.170 millions de francs, pour couvrir des dépenses de premier établissement et l'augmentation enregistrée dans la valeur du stock des approvisionnements.

- S. 1951-1952, n° 222 : Exposé des motifs et projet de loi.
 n° 244 : Rapport du Comte de la Barre d'Erquelines.

Travail.

Proposition de loi tendant à instituer un Code civil du travail (art. 92 disjoint).

Nouveau titre :

Proposition de loi portant réglementation du paiement de la rémunération des travailleurs engagés dans les liens d'un contrat de louage de travail.

- S. 1951-1952, n° 272 : Rapport de M. Troclet.
 --- n° 334 : Amendements de M. Kluyskens.
 --- n° 335 : Amendement de M. Troclet au texte de la Commission.

Travail. -- Voir : aussi AFFAIRES ETRANGERES.

ALLOCATIONS COMPENSATOIRES.

Proposition de loi tendant à accorder remise totale des indemnités tenant lieu d'allocations compensatoires, touchées indûment par les bénéficiaires de la Sécurité sociale ainsi que les allocataires du Fonds des estropiés, et mutilés, les victimes des accidents du travail et les assurés libres en matière de pension de vieillesse.

- S. 1951-1952, n° 159 : Proposition de M. Moulin.
 --- n° 414 : Rapport de M. De Winter.

Travail (suite).

ALLOCATIONS FAMILIALES.

Proposition de loi levant la prescription prévue par la législation relative aux allocations familiales pour travailleurs salariés et non-salariés, en faveur des prisonniers politiques, des déportés pour le travail obligatoire, des résistants armés, des résistants civils et des réfractaires.

- S. 1951-1952, n° 10 : Proposition de M. Troclet.

Proposition de loi levant la prescription prévue par la législation relative aux allocations familiales pour travailleurs salariés en faveur des habitants de la partie du territoire belge qui a été soumise de force à la législation allemande sous l'occupation.

- S. 1951-1952, n° 13 : Proposition de M. Pontus.
 --- n° 87 : Rapport de M. Uselding.
 --- n° 136 : Amendements du Gouvernement.

Proposition de loi supprimant l'assujettissement des aidants dans l'agriculture et le commerce, relevant d'un cinquième le taux des allocations familiales aux travailleurs non-salariés et augmentant la subvention de l'Etat à la Caisse mutuelle nationale.

- S. 1951-1952, n° 281 : Proposition de M. Troclet.

CONSEIL NATIONAL DU TRAVAIL.

Projet de loi organique du Conseil National du travail.

- S. 1951-1952, n° 26 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
 --- n° 105 : Amendement proposé par M. Servais (M.).
 --- n° 118 : Amendements proposés par M. Troclet.
 --- n° 182 : Rapport de M. Broekx.
 --- n° 252 : Amendements de M. Troclet.

CONTRAT D'EMPLOI.

Projet de loi tendant à la suspension de l'exécution du contrat d'emploi en cas de grève.

- S. 1951-1952, n° 516 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

CONTRAT DE TRAVAIL.

Projet de loi modifiant la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail et la loi du 7 août 1922 sur le contrat d'emploi.

- S. 1951-1952, n° 8 : Exposé des motifs et projet de loi.
 --- n° 60 : Rapport de M. Neels.

Proposition de loi modifiant la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail.

- S. 1951-1952, n° 46 : Proposition de M. Vermeylen.

JOURS FERIES.

Proposition de loi portant que l'anniversaire de la journée du 8 mai 1945 sera célébré chaque année comme fête nationale.

- S. 1951-1952, n° 116 : Proposition de M. Yernaux.

Travail (*suite*).

Travail obligatoire. — *Voir* : GUERRE : Déportés.

SALUBRITE.

Projet de loi concernant la santé et la sécurité des travailleurs, ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail.

S. 1951-1952, n° 300 : Rapport de M. Uselding.

VACANCES.

Projet de loi modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 9 mars 1951, et octroyant des vacances supplémentaires d'ancienneté.

S. 1951-1952, n° 259 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— n° 270 : Amendements proposés par M. Servais (M.).

— n° 287 : Rapport de M. Neels (G.).

— n° 294 : Amendements proposés par M. Servais (M.).

Projet de loi concernant l'octroi de vacances supplémentaires d'ancienneté pour l'année 1952.

S. 1951-1952, n° 271 : Amendements proposés par M. Servais (M.).

— n° 286 : Rapport de M. Neels (G.).

— n° 295 : Amendements de M. Servais (M.).

Tribunaux de police. — *Voir* : ORGANISATION JUDICIAIRE.

V

Vacances. — *Voir* : TRAVAIL.

Véhicules à moteur. — *Voir* : IMPOTS : Impôts indirects.

Ventes de soldes. — *Voir* : COMMERCE ET INDUSTRIE.

Viande. — *Voir* : ALIMENTATION.

Victimes civiles. — *Voir* : GUERRE.

Vieillesse et décès prématuré. — *Voir* : ASSURANCES SOCIALES.

Voies navigables. — *Voir* : TRANSPORTS.

Voyageurs de commerce. — *Voir* : COMMERCE ET INDUSTRIE.